

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la coopération franco-allemande et sur les efforts en faveur d'une nouvelle gouvernance mondiale, à Paris le 4 février 2010.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, inutile de vous dire combien le gouvernement français et le Premier ministre, moi-même, nous sommes heureux de recevoir le gouvernement allemand avec, à sa tête, la Chancelière, mon amie, Angela MERKEL.

Les documents vont être publiés. Il y a eu un gros travail qui a été fait. Des décisions importantes ont été mises en oeuvre. Je voudrais simplement dire qu'avec la Chancelière, nous avons la volonté de mettre l'Allemagne et la France au service de l'Europe et d'une nouvelle régulation dans le monde.

Je veux que chacun comprenne bien, nous voulons et nous allons assumer les responsabilités et le potentiel que représente l'axe franco-allemand. Cela va commencer le 11 février où, avec Mme MERKEL, nous allons préparer ensemble ce sommet européen. Nous y présenterons des propositions communes sur des sujets extrêmement importants à nos yeux : celui du gouvernement économique des Vingt-sept, qui est un point qui fait l'objet d'un grand accord entre nous et celui des conséquences à tirer de Copenhague et celui de la préparation de la présidence française du G8 et du G20, que nous allons gérer ensemble avec, notamment, des questions essentielles à nos yeux comme la réforme du système monétaire international, qui fera l'objet de propositions franco-allemandes, ou celui des suites à donner de la commission Stiglitz. Nous pensons, l'Allemagne et la France, qu'il faut faire évoluer les indicateurs de la croissance si on veut faire le choix du développement durable.

Nous allons également, sur les grandes questions internationales, prendre des initiatives en commun : sur le Proche-Orient et sur une question où nous sommes en totale harmonie, celle du partenariat entre l'Europe et la Russie, où nous voulons mettre en valeur et assurer un suivi des propositions du Président MEDVEDEV.

C'est donc un choix politique extrêmement important que nous affirmons ici : la volonté de l'Allemagne et de la France de réussir la nouvelle gouvernance mondiale, la régulation du capitalisme et la transition entre les institutions du XXe siècle avec les institutions du XXIe siècle que nous devons inventer. Ce leadership allemand et français n'est dirigé contre personne, ne traduit aucune volonté d'arrogance, de domination, de donner des leçons, à personne.

Simplement, nous voulons une Europe qui existe politiquement fortement et pour que l'Europe existe politiquement fortement, l'Allemagne et la France doivent travailler ensemble. Personne ne sera déçu en la matière.

Sur l'Agenda franco-allemand 2020, nous répondrons bien sûr aux questions que vous voudrez bien nous poser. Nous avons choisi, avec Mme MERKEL, des mesures concrètes. Je pense que le temps des grands traités, des grandes déclarations vont un peu s'effacer pour faire du concret.

L'Office franco-allemand dédié aux énergies renouvelables £ le projet pilote de véhicule électrique entre Strasbourg et Stuttgart £ le lancement d'un satellite franco-allemand pour la détection des gaz à effet de serre £ le travail sur le futur lanceur spatial européen £ l'accord sur le régime matrimonial commun £ la coopération policière et la création d'une unité fluviale commune sur le Rhin £ la digitalisation en commun, en Allemagne et en France, la numérisation de nos oeuvres en commun £ le fait que nous allons inviter, chaque fois que de besoin, un ministre allemand au Conseil des ministres français où un ministre français qui sera invité au Conseil des ministres allemand £ nos deux parlements qui voteront des textes commun.

On a vraiment l'ambition que cet axe franco-allemand rentre le plus concrètement possible dans la vie de nos compatriotes.

MME ANGELA MERKEL - Merci. Tout d'abord, je voudrais exprimer mes remerciements, au nom du gouvernement allemand, pour cette hospitalité. Cela fait longtemps que l'ensemble des deux gouvernements ne s'est pas réuni. Cela montre bien toute l'ampleur de la coopération franco-allemande. Si nous voulons assumer notre responsabilité en Europe et dans le monde, il est important que l'Allemagne et la France montrent que la coopération est très étroite, qualitativement parlant, dans beaucoup de domaines.

Nous avons décidé quelques 80 projets. Ce sont des projets qui, certes, vont encore nécessiter beaucoup de travail. Il n'y a pas deux autres pays dans le monde qui ont mis en place une région commune pour la promotion de l'électro-mobilité : ce sera Strasbourg/Mannheim/Stuttgart. Ce sera une expérience passionnante. Il y a d'autres choses que nous allons mener ensemble, mais ce qui me tient à coeur, c'est que nous ayons convenu ceci : à la question « qu'est-ce que la croissance au XXI^e siècle ? », « Qu'est-ce que la prospérité pour des nations industrielles extrêmement développées ? », c'est à cette question qu'il faut répondre ensemble dans l'optique du développement durable, d'une économie durable.

Nous allons partir du rapport de la commission Stiglitz. Ensuite, les conseils d'analyse économique ou les conseils des Sages vont se réunir, vont élaborer un rapport d'ici la fin de l'année. Nous dirons quels sont les nouveaux indicateurs à retenir. Et c'est cela que nous voulons apporter à l'Europe, pour que la stratégie de croissance soit assise sur des bases modernes, dans l'optique d'une économie et d'un développement durable et sérieux.

Je crois que nous pourrons faire ici quelque chose qui est étroitement lié à nos responsabilités internationales.

Sur la lutte contre le réchauffement, il faut avoir de nouveaux raisonnements, il faut avoir une nouvelle forme d'économie, il faut une politique budgétaire durable, il faut une politique financière durable et je suis convaincu que ces nouvelles approches doivent être portées par l'Allemagne et la France dans le débat européen. Telle est notre conception, le 11 février, lors de la réunion du Conseil européen qui traitera de la stratégie économique pour l'avenir. Nous allons formuler des propositions, des propositions concertées. Pour moi, il est très important que, dans cette question de la croissance du futur, il faut que l'Europe apporte des réponses sincères, franches. Il faut mettre clairement sur la table quels sont nos atouts, quelles sont nos faiblesses. Dans le passé, il y a eu des promesses qui n'ont pas été tenues. Parfois, nos échanges n'ont pas toujours été des plus francs, nous n'avons pas dit qui n'a pas réussi quoi. Voilà pourquoi, dans notre idée, on conçoit le Conseil comme un gouvernement économique des 27 Etats membres, lequel gouvernement économique donne mission à la commission de nous dire où nous en sommes, quelle est la situation, quels sont les atouts, quelles sont les faiblesses, quels sont les rattrapages nécessaires. L'Allemagne et la France sont, le cas échéant, prêtes à accepter des critiques, si nous avons fait des choses qu'il ne fallait pas, mais il ne sert à rien de perpétuer les promesses qui ne sont pas tenues.

Les regards se tourneront vers nous, on nous dira : « vous faites des propositions pour l'Europe mais qu'est-ce que vous, vous êtes capables de faire ensemble ? » Voilà pourquoi, ce qui a été décidé entre nous a une telle importance. Et lors de la prochaine Présidence française du G20, il sera capital - c'est ce que les ministres de l'Economie et des finances ont décidé - il sera capital que nous préparions en étroite concertation, de ne pas rester au milieu du gué mais de tout faire pour qu'une crise telle que nous l'avons connue ne se répète pas.

pour qu'une chose telle que nous l'avons connue ne se répète pas.

Nous avons également décidé d'un certain nombre d'actions extérieures ensemble. Je parle par exemple des Balkans occidentaux et je crois que la question Europe/Russie est l'une des questions centrales, il faut clôturer une fois pour toute la guerre froide, créer une nouvelle base de confiance et les propositions du Président MEDVEDEV constituent un point de départ intéressant et là nous voulons avoir un apport constructif. Encore une fois, merci beaucoup de cette excellente hospitalité et de cet accueil.

QUESTION - Madame la Chancelière, deux brèves questions : tout d'abord pourquoi l'Agenda 2020, ce titre rappelle l'agenda de votre prédécesseur, pourquoi cet Agenda 2020 ? D'autre part, est-ce que vous avez pu vous mettre d'accord sur un appui commun, notamment un appui financier commun au programme de l'avion A400M, l'avion de transport militaire ? Et est-ce que vous avez fait des efforts pour trouver une solution à l'utilisation du chemin de fer en France et en Allemagne, une libéralisation dans un sens européen ?

MME ANGELA MERKEL - Ce que je voudrais dire, c'est que notre agenda est un bon agenda et ne présente pas de défaut de construction. Cela ne fait référence à rien d'autre.

En ce qui concerne l'A400M, je crois que les négociations doivent se poursuivre. Nous sommes d'accord pour dire qu'il s'agit d'un projet d'importance stratégique et que tout doit être fait pour parvenir à une solution.

LE PRESIDENT - Sur l'A400M, on trouvera une solution. C'est un projet décisif et on la trouvera très rapidement. Vous me demandez si on est prêt à faire un effort ? Quelle question facile ! Un effort pour la libéralisation ? Oui. Un effort pour l'Europe ? Oui. Un effort pour l'Allemagne ? Oui. De ce point de vue là, je vais en profiter pour dire à nos amis allemands que la France change, elle change beaucoup plus encore que parfois, vous ne pouvez en avoir l'impression. Elle sera au rendez-vous de toutes les attentes de son voisin allemand.

QUESTION - En lisant vos propositions, vous dites que cela va être concret et précis, mais il y a quelques domaines qui me semblent un peu dans le flou. Vous dites : « on veut utiliser la brigade franco-allemande de manière concrète », mais je crois que l'Allemagne a refusé que cette brigade franco-allemande soit déployée en Afghanistan, donc est-ce que l'on n'est pas un petit peu dans les mots ? Monsieur le Président, vous avez proposé une agence d'achat du gaz européenne, cela, on ne le retrouve pas dans le texte. La taxe carbone aux frontières, que vous évoquez, n'est pas explicitée et donc je suppose que si le mot n'est pas explicité, cela veut dire qu'il n'y a pas d'accord là-dessus. Et il n'y a pas d'EADS maritime. Donc, je voudrais savoir si tous ces dossiers sont maintenus dans un flou qui veut dire qu'il n'y a pas d'avancée concrète ?

MME ANGELA MERKEL - Je vais répondre à certains points : lorsque vous regardez ces 80 projets, vous verrez beaucoup de choses concrètes, par exemple pas simplement l'électromobilité, pas simplement la création d'un institut des énergies renouvelables où l'on se concentre beaucoup sur une forme d'énergie. Pour l'instant, cela ira bien au-delà d'un simple rapprochement des conseils d'analyses économiques mais la France n'a pas dit non, nous sommes en train d'en discuter, c'est l'objet de la discussion entre ministres des finances. Nous discutons de la façon dont la brigade franco-allemande peut-être associée à des projets concrets à l'étranger, mais vous pouvez aisément comprendre qu'il faut que l'on ait des discussions de détail là-dessus. Il peut y avoir des possibilités en Afghanistan, mais peut-être aussi dans d'autres interventions étrangères. Le train a démarré, l'intention est partagée et dans quelque mois, vous aurez une réponse claire à cette question. Je crois qu'il est inutile d'élaborer des plans à la faveur d'une journée qui ne pourront pas être réalisés ensuite.

Dans le domaine du droit de la famille, nous avons adopté une initiative commune aujourd'hui qui va peut-être intéresser beaucoup plus d'hommes et de femmes dans nos deux pays que certains autres projets qui concernent les marchés financiers par exemple. Ou bien l'idée d'une police commune sur le Rhin, une police fluviale commune, c'est quelque chose d'extrêmement intéressant. Mais nous vivons dans des états de droit, cela ne se fait pas dans tout seul, il faut quelques préparatifs si jamais il y a, comment dire, si jamais quelque chose tourne mal, vous serez les premiers à nous demander : « qu'est-ce que vous avez fait ? Qu'est-ce que vous avez préparé ? Est-ce que l'on a la sécurité juridique ? etc. » Tout cela, nous nous y attelons et ces

projets vont rapprocher énormément la vie des hommes et des femmes de nos deux pays.

LE PRESIDENT - M. LEPARMENTIER je vois dans votre question tout le caractère idéaliste de l'homme qui suit l'Europe depuis longtemps, mais y-a-t-il deux pays au monde qui sont capables d'annoncer autant de projets communs que ce que nous annonçons aujourd'hui ? Au fond, vous nous dites : « vous proposez 80 mesures, pourquoi pas 83 ? ». Allons dans le détail des choses. Sur la brigade franco-allemande, quand on propose de lui donner un caractère opérationnel plus affirmé, ce n'est pas anormal que nos amis allemands réfléchissent à cela, surtout lorsque l'on sait que la tradition depuis 1945, c'était que l'on n'envoie pas de soldats allemands à l'étranger. Comprendre l'autre, c'est la base de l'axe franco-allemand. Nous ne sommes pas organisés de la même façon, nous n'avons pas exactement la même histoire. Moi, ce que je trouve ... Vous voyez : vous, vous dites : « pourquoi ? Qu'est-ce que cela cache ? ». Moi, je trouve cela plutôt formidable que nos amis allemands disent : « on est d'accord pour y réfléchir et pour y travailler ». Qu'est-ce que vous voulez qu'on demande de plus ? Ce ne sont pas des soldats de plomb, les pays ne sont pas des pages blanches, il y a une histoire derrière, il y a des difficultés pour eux. Donc, de ce point de vue, vous voyez un manque d'ambition, je vois au contraire une étape formidable, on accepte d'en parler ce n'est pas rien.

Deuxièmement, la taxe carbone. Moi, je m'intéresse beaucoup à l'Allemagne et au débat de la coalition. Le mot taxe n'est pas un mot neutre, ce n'est insulter personne que de comprendre cela. Moi il m'arrive bien souvent de dire à Mme MERKEL : « écoute, tu sais en France, tel ou tel point, c'est difficile », eux aussi, mais la réciprocité, un mécanisme d'ajustement aux frontières, la qualité de notre réponse à nos amis chinois. Ce sont des sujets dont nous avons débattu et qui ne posent pas de problème. Et moi, qu'est-ce que je vois ? C'est que nos amis allemands acceptent que nous parlions de cela, sans problème. Les deux ministres de l'Environnement sont très proches, qu'est-ce que l'on fait avec nos industries ? A qui on impose un certain nombre de règles ? Et qu'est-ce que l'on fait avec les pays qui ne respecteront pas ces règles ? Nous sommes d'accord pour trouver une solution et nous sommes d'accord pour dire : « il faut un mécanisme qui permette de rééquilibrer les conditions de la concurrence ». Moi, je vois progrès. EADS Maritime, il n'y a aucune gêne M. LEPARMENTIER. Quel est le problème ? Nous avons la volonté de travailler ensemble, de rapprocher nos industries d'armement, notamment sur un certain nombre de sujets, je pense aux sous-marin de la nouvelle génération, je ne parle pas du problème des sous-marin à propulsion nucléaire. Quel est le problème ? Là aussi, c'est que du côté Allemand, c'est totalement privé ou quasi totalement privé et du côté Français, c'est aux trois quarts public, je parle sous contrôle du ministre de la Défense français, du ministre de la Défense allemand. Donc nos amis allemands nous disent : « oui, on est d'accord pour aller dans cette direction, cela peut être intéressant, mais cela nous pose un problème, la hauteur de la présence publique ». Et nous, qu'est-ce que nous répondons à cela ? On est prêt à en discuter pour faire la collaboration.

Voilà c'est tout, c'est aussi simple que cela. Il n'y a pas de malaise, il n'y a pas de problème caché, il y a simplement deux pays qui n'ont pas la même histoire, qui n'ont pas la même tradition, qui n'ont pas la même organisation, qui essayent de se rapprocher de plus en plus. Et pour se rapprocher il faut se comprendre et comprendre quoi ? Qu'il y a des difficultés propres à chaque pays, ce n'est pas un désaccord entre la France et l'Allemagne, c'est au contraire la volonté de surmonter ce que le passé nous a amené pour se rapprocher et faire des progrès en commun. Je vous remercie M. LEPARMENTIER, si vous n'en aviez pas parlé, je n'aurais pas mis cela dans le bilan positif.

MME MERKEL - Si je peux ajouter un mot. Je crois que ce qui caractérise notre coopération, c'est que ce que nous avons promis, nous voulons le tenir. Si je pense à la brigade franco-allemande nous sommes devant une situation difficile. La France a fait une offre extrêmement généreuse, c'est que pour la première fois, des soldats allemands peuvent être stationnés sur le sol français. Cela, c'est un saut qualitatif. Pour que la brigade franco-allemande soit réellement une brigade franco-allemande, cela supposait des restructurations en Allemagne, parce que l'on s'était habitué au fait que les soldats allemands sont en Allemagne et qu'il y a des soldats français en

Allemagne. Les soldats français étaient tellement populaires en Allemagne que l'on ne voulait pas les voir partir, tant est si bien qu'on a trouvé une solution. Ce processus a été engagé et la brigade franco-allemande est devenue une authentique brigade franco-allemande. Et maintenant, c'est le pas suivant. Maintenant, nous réfléchissons aux lieux où nous pouvons avoir une présence commune à l'international. Et bien après le premier pas viendra le second. Mais ce que nous voulons c'est qu'il y ait toujours le succès à la clé.

QUESTION - Puisque l'on parle de beaucoup de choses concrètes, une question très technique : y a-t-il une raison pour laquelle vous avez eu une séparation entre les deux gouvernements, donc l'un en face de l'autre. Et on a eu 80 propositions, il a beaucoup été question des initiatives françaises, est-ce que vous pourriez citer quelques propositions significatives parmi les 80 qui sont d'origines allemandes, qui sont des initiatives allemandes ?

MME MERKEL - Pourquoi est-ce que les places ont été attribuées comme elles l'ont été ? Nous sommes très heureux que ce plan de table ait montré la cohésion de notre gouvernement. Cela fait 100 jours que nous sommes aux affaires et nous aimons bien être les uns à côté des autres. Et nous avons envoyé un émissaire côté français qui est à proximité de la frontière. Les 80 projets, je ne vais pas les classer en fonction de leur importance respective, tout ce que je peux dire, c'est que par exemple, l'idée de la région d'électro-mobilité peut-être une chose avec une teinte un peu plus allemande que française, peut-être. Je pense que la France a apporté beaucoup d'idées, mais je crois que l'Allemagne a apporté de très bonnes idées et donc je suis tout à fait sereine en la matière. Et je vous annonce officiellement - je suis sûre que Nicolas SARKOZY sera d'accord - c'est que le premier ministre à participer à un conseil des ministres de l'autre côté, sera un ministre français qui sera invité en Allemagne. Voilà.

QUESTION - Qui ?

MME MERKEL - Qui, ce sera ? Surprise. On verra bien qui se porte candidat.

LE PRESIDENT - La prochaine fois, je ferai comme en Allemagne, on prendra une table ronde, parce que je dois dire que là, le coup de la table, ça m'a... Vraiment, c'est comme un uppercut ! Je n'y avais pas pensé et je trouvais moi-même que c'était beau les deux gouvernements dans la salle du Conseil des ministres.

Ce que vous devez comprendre, c'est que depuis la crise - et de ce point de vue, elle a apporté cette opportunité - il n'y a pas un sujet international, il n'y a pas une initiative qu'en tout cas en France nous prenions sans en parler à l'Allemagne. Pas une seule fois. Et cette crise, qui a provoqué beaucoup de douleur, beaucoup de problèmes, beaucoup de difficultés, elle nous a obligé en quelque sorte, à accélérer le processus de compréhension et désormais, c'est tout à fait naturel, tout ce qu'on a fait depuis un an et demi, c'est vraiment qu'on l'a fait ensemble. On a décidé de passer à une nouvelle étape. Ce n'était pas si évident parce qu'évidemment, la pression consiste à dire : « mais attention, si la France et l'Allemagne se mettent ensemble, vous allez faire peur à untel, peur à untel, vous allez gêner untel ». Et on a compris que quand on ne le faisait pas, on se trouvait quasiment en situation d'accusés, parce que cela ne débouchait pas sur grand-chose tout ça. Et il a fallu comprendre, parce que nous, nous tenons, nos deux pays et puis nous deux, beaucoup à l'Europe, à sa cohésion et à son unité. Et dans l'Europe, tous les pays ont les mêmes droits mais il est des pays qui ont plus de devoirs et c'est sans doute le cas de l'Allemagne - premier pays d'Europe - et le cas de la France - deuxième pays de l'Europe. Voilà, c'est la crise qui nous a obligé à accélérer cette prise de conscience et la nécessité d'harmoniser complètement notre position, comme on l'a fait à Londres, comme on l'a fait à Pittsburgh. Et à Copenhague, vous savez on a été ensemble toute la nuit, toute la journée, et vraiment on a la même analyse : on n'est pas contents de ce qui s'est passé et de la façon dont cela s'est passé. Et on ne laissera plus les choses se passer de cette manière là.

Dernière question ?

QUESTION - Dans votre déclaration commune vous affirmez votre détermination à faire en sorte que les institutions issues du traité de Lisbonne permettent à l'Europe d'agir efficacement et - dites-vous - de faire respecter sa voix dans le monde. Y a-t-il des leçons à tirer selon vous, de ce point de vue, de la décision du Président Barack OBAMA de ne pas participer au sommet euro-américain prévu en mai à Madrid ?

américain prévu en mai à Madrid :

MME MERKEL - Je crois que le 11 février, nous éclaircirons ces questions. Il n'est pas acceptable qu'il y ait des interrogations. Le Président du Conseil européen est une nouvelle institution qui a été créée par le Traité de Lisbonne, il est compétent pour les relations extérieures et s'il participe à un sommet entre l'Union européenne et la Chine, il doit également être présent au G20. Et je crois que ce n'est pas cela qui empêchera une rapide visite du Président américain en Europe, cela va être rapidement tiré au clair.

LE PRESIDENT - J'ai vu tout ce qu'on a dit là-dessus. D'abord, les institutions issues du Traité de Lisbonne, elles ont très exactement un mois et 5 jours d'ancienneté. Peut-être peut-on, avant de porter un jugement définitif, absolu, attendre le deuxième mois ? Est-ce que c'est possible ? Est-ce que demander cela est raisonnable ? Vous-même, quand vous faites une nouvelle maquette dans les journaux vous dites : « allez laissez nous un peu de temps qu'elle s'installe », une nouvelle émission à la télévision... Là, voilà des institutions qui ont un mois et 4 jours et on voudrait absolument que ce soit un échec retentissant. Bon, et si on prenait un peu de recul ? Et si on mettait un peu de raison et de sagesse dans tout cela ?

Deuxièmement, avec les Etats-Unis, mais je ne comprends même pas la polémique. Que le sommet Europe-Etats-Unis ait lieu en novembre plutôt qu'au mois de mai, qu'est-ce que cela peut faire ? Où est le drame ? On a vraiment que cela comme problème dans le monde aujourd'hui ? C'est plus important que le chômage ? Que la crise financière ? Moi, qu'est ce qui m'importe ? C'est que les banques américaines respectent Bâle II, comme les banques européennes. Alors que le sommet ait lieu en novembre plutôt qu'en mai, alors vraiment cela n'a aucune importance. Vous voulez mon sentiment ? Il y a trop de sommets, il y a trop de déplacements, il y a trop de perte de temps. Alors quand le Président des Etats-Unis dit : « faisons le sommet de l'OTAN en même temps que le sommet Europe-Etats-Unis », je trouve que c'est plutôt une bonne idée, voilà. Moi, je ne m'attache pas à la forme. Je pense que dans les commentaires, on y prend trop ... Je m'attache au fond des choses. Est-ce qu'on a la même position sur l'Iran ? Est-ce qu'on a la même position sur l'Afghanistan ? Est-ce qu'on a la même position sur la régulation financière ? Est-ce qu'on a la même position sur la réciprocité de nos marchés ? Par exemple tenez, les Américains sont en train de voter un mécanisme d'ajustement aux frontières, moi je souhaite que l'Europe prenne contact avec les Etats-Unis, que nous prenions le même mécanisme. Ce qui serait d'ailleurs une autre manière de nous mettre d'accord ensemble. Cela ça compte, cela c'est important. Et cela, ça doit nous mobiliser. Après, qu'on essaye de rassembler tous ces sommets alors qu'on a eu une année 2009 où on a passé notre temps - crise oblige - à devoir nous rencontrer, à courir le monde. Je ne pense pas que cela traduise un désintérêt du Président OBAMA pour l'Europe ou un éloignement de l'Europe pour les Etats-Unis, je ne le pense vraiment pas.

Merci à tous, nous allons maintenant passer au déjeuner et je vous demande de noter que les tables sont mixtes !